

Le ministre a-t-il pris connaissance d'une déclaration récente d'un fonctionnaire de son ministère selon laquelle le gouvernement fédéral avait accepté de construire un quai de 16 millions de dollars pour desservir la raffinerie projetée à Come-By-Chance mais que ce projet dépendait de certains avantages supplémentaires qui garantiraient des revenus plus importants à la province de Terre-Neuve? Si oui, de quels avantages s'agit-il?

M. l'Orateur: Cette question devrait, à mon avis, être inscrite au *Feuilleton*. Encore une fois, s'il y a urgence, je ne manquerai pas de m'assurer qu'elle passe en priorité si le député tient à ce qu'on l'examine au moment de l'ajournement.

M. Carter: La question est très importante pour Terre-Neuve parce que cette raffinerie jouera un rôle clé dans l'avenir économique de la province et constituera une source d'emplois. Avec votre permission, monsieur l'Orateur, je pense que le ministre était disposé à répondre.

M. l'Orateur: J'hésite à renverser la décision que je viens de prendre, mais peut-être pourrait-il répondre.

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je signale au député votre propre décision selon laquelle un ministre ne peut répondre qu'à une question intéressant son ministère. Je suggère que le ministre des Travaux publics en soit saisi la prochaine fois qu'il sera à la Chambre.

LES POSTES

LA MENACE DE GRÈVE GÉNÉRALE—LES OFFRES SUSCEPTIBLES D'ABOUTIR À UN RÈGLEMENT

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, puis-je adresser une question au président du Conseil du Trésor? Comme on vient d'annoncer, depuis que nous avons posé des questions il y a 10 ou 15 minutes sur la situation aux Postes, que l'équipe de négociateurs des employés des Postes se propose de rester dans la salle des négociations jusqu'à ce qu'un règlement intervienne, le gouvernement changera-t-il d'attitude et fera-t-il le genre d'offre susceptible d'aboutir à un règlement?

L'hon. C. M. Drury (président du Conseil du Trésor): Les représentants du gouvernement sont aussi disposés à rester.

[M. Carter.]

LES FINANCES

L'AUGMENTATION DES VERSEMENTS DE PÉRÉQUATION AUX PROVINCES

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Je voudrais poser au ministre des Finances une question à propos de l'augmentation de 50 millions de dollars environ dans les versements de péréquation aux provinces au cours de la présente année, qu'il a annoncée en fin de semaine et à laquelle il a fait allusion à la Chambre hier. Ce chiffre comprend-il aussi les versements de péréquation à la province de Québec?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): En effet, monsieur l'Orateur, il comprend toutes les provinces qui reçoivent des versements de péréquation. Je n'en ai pas la ventilation sous les yeux. Je crois que mes fonctionnaires communiquent aux diverses provinces leurs calculs à l'heure actuelle, mais on devrait en établir le chiffre définitif très prochainement. Mon honorable ami sait que des statistiques nous parviennent constamment en ce qui concerne ces versements de péréquation.

L'hon. M. Stanfield: Le ministre des Finances semble l'avoir sur la conscience. Mettrait-il à notre disposition les calculs statistiques sur lesquels son chiffre se fonde?

L'hon. M. Benson: J'en parlerai avec mes fonctionnaires. Comme mon honorable ami le sait, puisqu'il a été premier ministre provincial, le calcul est très compliqué mais dès que le chiffre définitif sera connu, je le communiquerai.

L'hon. M. Stanfield: Le ministre n'est-il pas d'avis qu'il devrait pouvoir étayer un chiffre qu'il cite à la Chambre de renseignements statistiques actuels?

L'hon. M. Benson: Oui, d'après nos estimations actuelles, le chiffre est exact et nous pensons qu'il le sera dans le domaine que j'ai signalé aux provinces. Les sommes supplémentaires qui vont aux provinces ne pèsent pas vraiment sur ma conscience. Je pense que les provinces en ont un besoin réel.

LA FISCALITÉ

LE LIVRE BLANC—LA CONJECTURE ET LA RÉVISION TOTALE OU PARTIELLE

M. J. P. Nowlan (Annapolis Valley): Je voudrais poser une question supplémentaire à celle qui a été posée tantôt par le député de Dauphin au sujet du programme fixé pour le Livre blanc. Je voudrais demander au ministre, en dépit de toutes les objections fonda-